

L'Unité, journal du PS, le 12 05 1978

DES SOCIALISTES RACONTENT "LEUR" MAI 68

C'était fatal ! Le dixième anniversaire de Mai 68 ne pouvait échapper aux chœurs commémoratifs qui mêlent les accents lyriques des anciens combattants rentrés dans le rang aux jugements froids des doctes politologues théorisant ces journées folles qui ont ébranlé la France et ses institutions. A dix ans de distance, comme tout devient plus simple, plus logique, plus cohérent ! Sans doute est-ce plus satisfaisant pour l'esprit, mais la Vérité y trouve-t-elle son compte ? Mai 68, ce n'était pas cette «chienlit» dénoncée par Charles de Gaulle qui, pour une fois, n'avait pas perçu d'emblée l'importance de l'événement. Ce n'était pas non plus ce mouvement révolutionnaire qui aurait été conçu tout exprès pour mettre à bas la société française. Mai 68 est né plus modestement d'une révolte de quelques centaines d'étudiants de Nanterre contre les brimades absurdes, s'est enflé à mesure des erreurs commises jour après jour par un Pouvoir qui croyait tout régler en lançant la police à la Sorbonne. Certes, le terrain était propice. Notre société immobile fournissait une cible de choix à tous les «ras-le-bol» accumulés. Il suffisait que cela bouge quelque part pour que l'onde de choc se propage. Et cela a bougé. Mais précisément sans logique et sans cohérence. Au nom de la liberté absolue il était devenu «interdit d'interdire». C'était beau, pathétique fois. Mais, tandis que l'on parlait, des nuits entières à la Sorbonne ou à l'Odéon, que l'on s'affrontait comme par habitude au boulevard Saint-Michel ou boulevard Saint-Germain, le Pouvoir peu à peu, reprenait son souffle pour lancer finalement la meute déchaînée de ses partisans sur les Champs-Élysées au nom l'ordre et des valeurs « traditionnelles ».

On a dit que le mouvement de Mai avait échoué parce q n'avait pas trouvé de relais politique. C'est vrai et c'est faux. Parti communiste, toujours méfiant devant ce qui n'entre pas dans ses schémas, la Fédération de la gauche, trop enfermée dans une vision «parlementaire» des choses (mais présente pourtant, au moins par la Convention des institutions républicaines auprès des étudiants en révolte), n'ont pas fourni à temps le débouché politique que le P.s.u. était trop faible pour assumer à lui seul. Mais les leaders du mouvement de Mai avaient-ils eux-mêmes souhaité ce débouché et fait ce qu'il fallait pour le contraindre à exister ? Si Marchais et Séguy n'étaient pas tendre pour Cohn-Bendit, celui-ci le leur rendait bien. Les partis de gauche ont sans doute laissé passer une occasion historique — ce ne sera, hélas, pas la dernière ! — mais ceux qui avaient créé cette occasion n'ont su eux-mêmes rien en faire. « Rien » est injuste. Si Mai 68 n'a pas provoqué la Révolution, il a fait passer sur la France un peu d'air pur, qui en a chassé quelques toiles d'araignée. Peu de choses ont changé dans notre système d'éducation, un peu — beaucoup trop peu — dans les rapports à l'entreprise. Mais les luttes des femmes, celles des écologistes, certaines audaces au plan culturel ont puisé leur inspiration dans les slogans de Mai qui convergeaient dans cette volonté de « changer la vie ». Ce n'est pas par hasard que le nouveau Parti socialiste, né exactement trois ans plus tard, a donné ce titre à son programme. Héritier de Jaurès et de Blum, il l'est aussi de Mai 68, où il a puisé une grande part du dynamisme et de la vitalité qui en font aujourd'hui le premier parti français. Cette filiation apparaît clairement à travers la série de récits — que nous publions sur deux numéros — d'hommes et de femmes qui, dans leur entreprise ou à l'Université, ont joué un rôle en mai 1968 et assument, dix ans plus tard, des responsabilités au P.s. CLAUDE ESTIER

Gérard Desseigne :

«En 78, la gauche n'a pas achevé sa révolution culturelle de Mai 68.»

Plus de vingt ans que Gérard Desseigne milite à la CGT. Membre du bureau de l'aéronautique au sein de la puissante Fédération de la Métallurgie, membre du bureau du Syndicat des cadres de cette même fédération, délégué syndical à la SNIAS, il renonce brutalement à ces mandats après les élections législatives de mars dernier [1978].

En mai 1978, Desseigne est ce socialiste convaincu, secrétaire de la fédération des Yvelines, responsable national du G.s.e. Métallurgie, à ce point attaché à la démocratie et l'indépendance du combat syndical qu'il n'a pas supporté d'en voir les principes transgressés par Séguy.

En mai 1968, Desseigne était secrétaire national de l'U.g.i.c.t.¹ et du Syndicat des cadres de la Métallurgie, le type même du cégétiste solide et responsable. De quel poids pèsent donc ces dix années pour qu'il ait successivement défié les hiérarchies politiques et syndicales dont il était l'un des garants ? La réponse tient en trois dates : Mai 68. Prague en août 1968, mars 1978.

Mai 68 le prend de plein fouet : « Je ne m'y attendais absolument pas. Je devais soutenir une thèse de doctorat à la Faculté de sciences économiques de Paris, en juin. J'avais donc un pied à l'université, un autre dans l'entreprise et un «troisième», si je puis dire, au syndicat. Pour aller de l'U.g.i.c.t. jusque chez moi, j'étais obligé de passer par le quartier Latin.» Le soir du 10 mai, il se retrouve donc rue Gay-Lussac empilant des pavés... « Il n'y avait pas eu de barricades à Paris depuis juin 1944. Pour un fils d'ouvrier, dresser une barricade n'est pas simplement un jeu d'étudiant ! » Et, très vite, il comprend que, plus que tout autre syndicat, l'UGICT est concernée par cette révolte de jeunes qui représentent les cadres de demain (et dont beaucoup sont fils de cadres C.g.t...).

« Ce qui m'a frappé au départ, c'est que les étudiants se rebellaient contre l'autorité et le pouvoir gaulliste, mais n'étaient pas anti-C.g.t. Au contraire, ils cherchaient à faire leur jonction avec le mouvement ouvrier. Ce n'est que parce que la C.g.t. ne comprendra rien sur le moment à leurs aspirations qu'ils lui deviendront hostiles. Je passais donc des heures à négocier une rencontre entre le bureau de l'Unef et la C.g.t. Elle eut lieu, mais trop tard. La C.g.t. croyait qu'on pouvait manœuvrer les étudiants comme on dirige un syndicat. Elle était coupée des jeunes et, d'ailleurs, ressentait cette lacune, puisqu'un festival des jeunes, organisé par la C.g.t., était prévu... pour mai 1968...»

La première occupation d'usine — longtemps attribuée à Renault — eut lieu en fait à Nantes, bastion dur de la lutte ouvrière, à la Snias (alors Sud-Aviation), où l'on avait réduit les horaires, les ouvriers perdant jusqu'à 20 % de leur salaire. L'écho des manifestations du quartier Latin fut l'étincelle qui les poussa à occuper l'usine et à séquestrer le directeur : «Avec l'accord tacite de Krasucki, je suis parti à Nantes négocier la «libération» de ce cadre, gardé en otage, mais devenu irresponsable... Il y allait de la crédibilité du Syndicat des cadres C.g.t. que ce directeur soit relâché... Même avec ma carte de la C.g.t., je n'ai pu entrer facilement dans l'usine avec ses quatorze postes de garde... Mais j'obtins gain de cause.»

Le 14 mai, lorsque se réunissent les instances dirigeantes de la C.g.t. de la région parisienne, les militants sont en majorité favorables au mouvement d'occupation des

¹ Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens (C.g.t.).

usines, en relation implicite avec le mouvement des étudiants. L'échec rentré de la classe ouvrière depuis 1958 pesait lourd dans cette attitude. « J'interviendrai trois jours plus tard au comité confédéral national en faveur d'un prolongement politique des occupations, mais aussi pour analyser le rôle du mouvement étudiant, qui ne pouvait être totalement assimilé au gauchisme. La C.g.t. ne donnera aucun mot d'ordre pour dépasser le simple mouvement «social». Ce n'est que le 29 mai qu'elle fera défiler ses militants sur le thème «gouvernement populaire». Jusque-là, elle hésite... »

L'engagement des négociations de Grenelle prend Gérard Desseigne — comme beaucoup de militants — au dépourvu. Mais, pour le syndicaliste, l'acquis est néanmoins énorme : «Pour la première fois, le congrès du syndicat de la Snias se tiendra dans les locaux de l'entreprise. Le syndicat admis dans l'entreprise, c'est cela l'important, et non les augmentations de salaires.»

La C.g.t. et les étudiants, la C.g.t. et les occupations d'usines, la C.g.t. et Grenelle, Mai 68 au rang des victoires syndicales. Gérard Desseigne n'a-t-il pas eu envie de remiser sa casquette de cégétiste, le temps de participer au concert discordant, spontanéiste, de l'imagination au pouvoir ? Il y vient avec précaution, comme si le terrain était moins sûr. Ce qui a frappé ce militant habitué au rituel des discours de congrès et à l'apathie de ses auditoires, c'est que «les gens parlaient et se parlaient». «Pour me rendre aux diverses réunions, je circulais beaucoup en voiture. Les gens que je prenais en stop parlaient sans se faire prier. Cela m'a d'abord surpris, puis intéressé. Dans les entreprises, d'habitude, il était difficile de faire bouger les gars. Mais, là, tout le monde prenait la parole, se sentait libre de s'exprimer. Il n'y avait pratiquement plus de leader, tout le monde parlait. Le dialogue était naturel, les barrières psychologiques s'étaient écroulées. »

Pourtant, faute de relais politique, le mouvement de Mai ne débouche sur aucune alternative. Desseigne constate que la gauche divisée a été incapable de le prendre en compte, de même qu'il s'indigne de voir le P.c.f. incapable de se mettre en question lui-même après l'intervention soviétique d'août 1968 en Tchécoslovaquie. Ces raisons le conduiront à participer à la création de la revue «Politique Aujourd'hui» avec Pierre Joxe, Didier Motchane et Guy Perrimond. On y travaille sur trois plans: ne pas laisser enterrer les aspirations de Mai 68, procéder à l'analyse critique des modèles socialistes dans le monde et promouvoir la «convergence » de la gauche. Rien que le P.c. puisse voir, à l'époque, d'un très bon œil.

Desseigne le comprendra très vite à ses dépens. Dès 1972, intéressé par le courant unitaire qui se fait jour au sein du nouveau Parti socialiste, il entre au P.s. « car ce qui avait manqué en mai 1968, l'Union de la gauche, existait. Comme il n'était pas pensable que se reproduisent les conditions de Mai 68, la seule voie pour faire avancer les choses me paraissait cette alliance stratégique et programmatique autour d'un parti authentiquement socialiste ».

Entre 1968 et 1978, le courant socialiste a beaucoup changé. Et la C.g.t. ? « Beaucoup également, notamment sur le plan de la démocratie, répond Desseigne. Avant et pendant 1968, si tu posais des questions, tu étais isolé. Par exemple, on m'a beaucoup reproché ma participation au meeting de Charléty, que les communistes assimilaient à un véritable «sabbat de sorcières». J'y étais allé parce que ce meeting me paraissait la dernière occasion de faire la jonction avec le mouvement étudiant. Prenant la parole pour défendre la C.g.t. la moitié des gens m'ont applaudi, l'autre

moitié m'ont hué. Aujourd'hui, je n'irais pas à Charléty, je saurais que c'était trop tard. Mais, en 1978, avec mes camarades socialistes et bien d'autres, je ne suis plus seul au sein de la C.g.t. à poser des questions et à exiger des réponses... »

Le résultat des récentes législatives est venu nous tracer les limites de la convergence des forces de gauche, si n'est pas opérée une mise en question fondamentale. En 1968, la gauche n'a pas achevé sa « révolution culturelle ». Ce qui explique aussi l'échec de mars 1978.

André Acquier :

Pour moi Mai 68 c'est la grande peur du patronat. »

Pourquoi cette complicité immédiate, soulignée par Lucente, des militants C.f.d.t. avec les étudiants ? André Acquier, qui était en mai 1968 secrétaire national de la Fédération de la Métallurgie, explique : « Nous étions dans une situation assez comparable à celle d'aujourd'hui : chômage élevé, conditions de travail très dures, aucune négociation possible. Les raisons de la révolte étudiante nous ont tout de suite mis en confiance. Nos objectifs — lutte contre les inégalités, nouvelle répartition du pouvoir — concordaient parfaitement. Le mouvement étudiant nous apparaissait porteur d'une forme de révolution culturelle. Lorsque j'allais, avec Frédo Krumnov, à la Sorbonne, lorsque je discutais avec Alain Geismar au Snesup, même s'il y avait parfois divergence sur des détails d'organisation, nous étions en complet accord sur les motivations. »

Il faut rappeler que la C.f.d.t. était particulièrement bien implantée dans les industries de pointe. Dans ces entreprises à haute technicité, les ouvriers, cadres, les ingénieurs se sentaient très proches des étudiants. Et ils les ont bien accueillis lorsqu'ils sont venus discuter avec eux. « Malgré les difficultés de communication, je n'ai eu aucun mal à coordonner les luttes. L'unité d'action était extraordinaire. C'est ce qui a permis à la C.f.d.t. Métallurgie de lancer dès le 14 mai un mot d'ordre d'appel à la généralisation du conflit, mot d'ordre qui fut diffusé à 16 heures par tous les micros de la Sorbonne. »

Un mot d'ordre qui débouche sur « grève pas comme les autres ». De quoi pulvériser les idées arrêtées de ce syndicaliste qui a vu tant de conflits larvés d'occupations sinistres, de grèves policières. « L'occupation n'était pas passive les travailleurs venaient tous comme si la boîte tournait. Et c'est la révélation : ils découvrent qu'ils sont capables de faire marcher l'entreprise et de la réorganiser sans les patrons. Ils ont en main tous les documents de l'entreprise, ils les épluchent, ils parlent de modification des pouvoirs, d'autogestion, mais aussi de nouveaux débouchés, d'investissements, de marchés. Pour moi, Mai 68, c'est la grande peur du patronat. »

Le travail fait dans les commissions d'entreprise est effectivement si riche qu'il constituera la base de négociations de plus de mille accords dans la métallurgie. Et ces accords, ce n'est pas la centrale syndicale qui les négocie et qui signe, ce sont les travailleurs eux-mêmes pour leur entreprise.

Au lendemain de Grenelle, André Acquier, qui est responsable de la délégation C.f.d.t. aux côtés de Edmond Maire, Jacques Chérèque. Albert Mercier, négocie avec l'U.i.m.m. « J'avais Ceyrac face de moi. C'est un malin, qui connaît bien ses dossiers. Mais il était obligé de tenir compte du rapport de forces créé par les accords d'entreprise. Il est donc allé au-delà de ce qu'il aurait accepté en d'autres circonstances, mais sans céder sur l'essentiel : la répartition du pouvoir. »

Charléty ? « Si c'était à refaire, je le referais. Les accords de Grenelle ont constitué un temps fort pour les travailleurs, mais ils ne mettaient pas le pouvoir en question ; ils frustraient donc les acteurs de Mai 68 de leur revendication essentielle. Le relais politique était indispensable. Et Charléty, plus que l'expression d'une solidarité, ce fut l'appel désespéré des jeunes et des travailleurs aux forces de gauche non communistes. Seul Mendès France y a répondu : il ne s'en est jamais remis. Le P.c. nous a traités d'irresponsables : de fait, il était bien la seule expression politique capable de se manifester. On l'a bien vu le 29 mai. On l'avait déjà vu à Charonne. »

La C.f.d.t. s'est développée pendant une période où il n'y avait pas de parti politique de gauche en dehors du P.c. Elle a donc été obligée d'élaborer un projet de société qui dépassait le cadre classique de l'action syndicale. Après l'élection présidentielle de 1974, beaucoup de ses militants comprennent qu'il existe enfin une force socialiste dans le pays: «On retrouvait dans le discours de François Mitterrand sur les inégalités, sur les modifications de pouvoir, ce qu'on aurait aimé entendre à Charléty.»

Dix ans après Mai 68, André Acquier, membre du comité directeur du Parti socialiste, estime que la situation potentielle n'a pas changé. «La réponse aux aspirations exprimées à l'époque n'a pas encore été donnée. Elle se trouve dans la réconciliation de l'action sociale et de l'action politique. En ce sens, on ne peut pas évaluer aujourd'hui Mai 68 en termes de réussite ou d'échec, parce que ce n'est pas fini : le mouvement de Mai a permis la résurgence d'une vie politique nouvelle et continue d'alimenter toute une prospective politique et syndicale que nous n'avons pas encore assumée.»

Robert Lucente :

«Tout le monde participait, même ce qui n'avaient jamais participé à rien.»

Pendant toute la grève et longtemps après, la chronologie syndicale de la C.g.t. situait l'origine du mouvement d'occupation d'usine chez Renault le 15 mai. Desseigne rectifie plus haut ce point d'histoire. Mais il est certain que Renault fut un puissant amplificateur du mouvement de grève, compte tenu du rôle traditionnel de la Régie dans les luttes ouvrières.

En mai 1968, Robert Lucente y était secrétaire de la section d'entreprise socialiste, en même temps qu'il participait au conseil d'administration comme représentant du personnel. Assumant alternativement des responsabilités politiques et syndicales, Lucente est considéré comme «le politique de la C.f.d.t.». Il raconte comment s'est décidée l'occupation :

« Le matin même, personne n'aurait pu le prévoir. Ce sont les jeunes du décolletage qui ont réagi sur des revendications spécifiques et qui, en se promenant dans tous les ateliers, ont appelé les autres travailleurs à se joindre à eux. Le meeting qui s'est tenu sur l'île Seguin a dû réunir cinq cents personnes. La grève et l'occupation de l'usine furent décrétées dans l'enthousiasme. La plupart de ceux qui se sont exprimés ce soir-là ont enlevé la décision en jouant sur la corde de la solidarité avec les étudiants. Connu pour mes positions, je ne me sentais pas habilité pour prendre la parole au nom de la C.f.d.t. Daniel Mothé l'a fait pour occuper le terrain : il a poussé à la grève et à l'occupation. La C.g.t., n'étant pas en état de contrôler les choses, a entériné. »

Lucente réfléchit : «ce soir-là, il n'y avait que des ouvriers pour être encore présents à cette heure, et ils ont osé s'exprimer. D'habitude, une assemblée de cinq cents personnes n'aboutit à rien. Et là, non seulement cette grève a été décidée par une minorité, mais encore elle n'a rencontré aucune opposition. Pour moi qui ai connu des piquets de grève autrement musclés forcés par ceux qui voulaient travailler, la façon dont s'est décidée cette grève, la sympathie qu'elle a rencontrée restent une des leçons de Mai 68. » Après, ce fut la fête : une foule de forums, de débats, « même des assemblées de cadres » ; tout le monde participait, même ceux qui n'avaient jamais participé à rien.»

Dès que la grève fut décidée et Renault occupée, les appareils ont commencé leur lutte pour la récupération du mouvement. «Lorsque la C.g.t. contrôlait un secteur, elle monopolisait le débat. Elle s'est toujours opposée à l'entrée dans l'usine des innombrables délégations d'étudiants qui venaient essayer de dialoguer avec les travailleurs. En revanche, elle n'a pu empêcher les discussions à l'extérieur de l'usine, même si elle envoyait des commandos au sein des groupes pour discréditer les étudiants, tous des « fils de bourgeois ». »

Les contacts de Lucente avec la F.g.d.s. lui avaient montré, plus vite qu'à d'autres, qu'il n'y avait pas de débouchés politiques, d'alternative de pouvoir au mouvement de Mai. « Les camarades socialistes croyaient que la solution, c'étaient les élections. Nous, on disait : mettez-vous autour d'une table et discutez ! » C'est de cette période que date l'engagement politique de beaucoup de ses camarades de travail qui, jusque-là, se cantonnaient dans le syndicalisme. Ils avaient compris que seule l'union de la gauche aurait pu sauver le mouvement. Et c'est sur cette base qu'ils adhèrent au nouveau Parti socialiste comme à la seule organisation de masse capable de prendre en compte les revendications de Mai 68. « Le P.c. pourrait faire la même chose s'il n'était pas prisonnier de sa peur permanente de toute idée nouvelle. Dès qu'il en émerge une, ils mettent une cloche dessus. Donc le levier est ailleurs... »

Michel Pelchat:

"L'héritage de Mai 68, c'est la priorité de l'homme sur les rapports de forces"

En mai 1968, Michel Pelchat n'a aucune responsabilité syndicale ou politique. C'est un travailleur paisible du C.e.a., plus préoccupé par les piles à eau lourde que par les mouvements d'humeur des étudiants. Il défile le 13 mai par simple discipline, pour répondre à l'appel de la C.f.d.t., mais ne comprend rien à ce qui se passe.

Le 14 mai, il se réveille, il y a assemblée générale dans la salle de documentation de Saclay pour décider de la grève : « J'y suis allé pour écouter. Je découvre pêle-mêle l'existence de la VI^e Internationale, de la Fer, des trotskystes, des maos. J'étais complètement paumé.» Alors, un soir, il descend à la Sorbonne et se retrouve dans un amphi : «Les types qui étaient là voulaient créer un comité de liaison étudiants/ouvriers, le Cleo. Comme j'étais non seulement le seul travailleur présent, mais aussi le seul à ne pas être engagé politiquement, je me suis retrouvé au bureau de ce truc parce que je ne faisais peur à personne et que chacun espérait bien me récupérer. »

La grève fut décidée à Saclay grâce aux entreprises extérieures auxquelles on avait reconnu le droit de vote. On y discutait beaucoup dans la journée, «mais j'étais plutôt un homme d'action qu'un homme de tribune. Alors, j'ai préféré m'occuper du

Cleo. On siégeait dans le bureau du recteur à la Sorbonne. Les représentants des entreprises venaient nous trouver pour savoir comment faire la grève. On les recevait, même ceux qui étaient envoyés par les flics. On a beaucoup travaillé sur Citroën. Il fallait aussi s'occuper du ravitaillement des comités d'action. Avec des camions du C.e.a., on est allé à Rennes chercher des patates et deux mille poulets. La première fois, bêtement, on a laissé le soin de les distribuer à l'union locale de la C.g.t. Résultat : seules les entreprises où la C.g.t. était bien implantée en ont bénéficié. La deuxième fois, on a fait la distribution nous-mêmes ».

Pelchat organise aussi l'infirmierie de la Sorbonne que dirige le professeur Kahn. « Le Cleo avait trouvé des ambulances. Mais Kahn avait besoin de bouteilles d'oxygène, de coton, de médicaments. Tout cela, je l'ai trouvé au Cea, de même que les blouses des infirmières et des étudiants en médecine. »

A la fin du mouvement, le Cleo crée des Groupes d'intervention rapide, les Gir, pour aider les grévistes lorsque les usines étaient attaquées par des éléments fascistes. « Un jour, la C.f.d.t. de Flins téléphone au comité de liaison de Saclay. Elle craignait des incidents graves dans la nuit, la C.g.t. ayant appelé les travailleurs à rentrer chez eux au lieu de s'organiser pour résister. J'y suis allé avec quelques copains... On est arrivé à tenir en échec les commandos. »

La dernière image de Mai 68 pour Pelchat date du jour où les flics ont investi la Sorbonne : « On bossait comme des dingues pour nettoyer les locaux. Mais je n'ai jamais pu récupérer les bouteilles d'oxygène du Cea »

Peu importe, la moisson est riche pour ce néophyte de la politique : l'homme d'action a compris que, pour être efficace, il faut être organisé. Le bon sens fait le reste, on le sollicite de toute part : « J'ai suivi des stages organisés par la Ligue à la cité universitaire. Je n'ai tenu que quelques mois. » Le P.s.u. ? « Une société savante, sympathique, mais avec laquelle je n'avais aucun point commun. »

Alors il attend, en militant à la C.f.d.t., que s'ouvre un débouché politique. « J'ai adhéré un moment au Secours rouge, parce qu'on y menait des actions concrètes. Le 4 décembre 1970, avec Krivine et Rocard, on était trois mille à manifester contre l'exécution de cinq militants basques de l'Eta. » Du jour où la Ligue et le P.s.u. se battent pour en prendre le contrôle, Pelchat laisse tomber, avec le regret de voir toujours les idées socialistes se diluer dans le creuset des groupuscules. Le congrès d'Epinais lui donne l'espoir qu'enfin un parti politique va prendre en compte le mouvement de Mai.

Pendant deux ans, Michel Pelchat sera secrétaire fédéral de l'Essonne aux entreprises. En 1976, il est élu conseiller général. Le discours de 68 ? « A partir du moment où nous acceptons de lier notre sort au P.c., on ne pouvait prendre en compte les revendications de Mai 68 que très timidement. Le Parti a privilégié les réformes de structure. La dimension humaine des problèmes, on l'a un peu oubliée. Cette priorité de l'homme sur les rapports de forces, c'est pourtant l'héritage de Mai 68. C'est aussi ce qui constitue l'originalité des socialistes. En 1978, on n'a pas su traduire en termes politiques les questions posées en 1968. Il reste encore à convaincre 15 millions de Français en leur proposant un projet qui les concerne. »

VERONIQUE NEIERTZ